

LOIRE ATLANTIQUE LES NOUVELLES

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - N° 160 - 29 janvier 1981 - Prix : 1 F

Journée d'action CGT

DES MILLIERS DE MANIFESTANTS EN L.-A.

A l'appel de la CGT plusieurs milliers de travailleurs ont agi le 27 janvier. De nombreux arrêts de travail ont eu lieu dans la métallurgie, le bâtiment, la chimie, l'alimentation, municipaux, textile, etc.

Ils étaient plusieurs milliers de salariés à manifester à Saint-Nazaire, Nantes, la Basse-Loire. C'est ainsi qu'avec la CGT s'est exprimée la voix des travailleurs qui luttent

- pour leur emploi,
- pour les salaires,
- pour les libertés,
- contre la casse industrielle.

Au cours de cette action et dans les rassem-

blements, la CGT a dénoncé vigoureusement la politique antisociale du pouvoir et du patronat.

- agression permanente contre le pouvoir d'achat,
- organisation de la casse industrielle - fermeture d'usines jugées non rentables pour les profits patronaux,
- inflation permanente avec un taux record en 1980 15,6 % (indice CGT)
- accroissement du non-

bre de demandeurs d'emplois : 41 000 chômeurs en Loire-Atlantique, des milliers de suppressions d'emplois.

La lutte, a-t-elle réaffirmé, est le seul moyen de faire reculer le patronat, d'obtenir des succès revendicatifs comme en témoignent les exemples récents dans l'aéronautique et la navale et dans certaines entreprises.

La négociation s'impose - c'est ce que revendique la CGT.

Une nouvelle fois, la C.F.D.T. est restée sur la touche, elle a préféré la critique de l'action de la CGT, pourtant telle que l'exige la situation faite aux travailleurs.

Avec les luttes dans les entreprises : Chantelle, Guillaud, Dubignon, Alstom, etc. les perspectives d'action nationale : santé, retraites, automobilité, etc., la CGT a marqué, en ce 27 janvier qu'elle entend donner encore plus de force à la lutte.



SESSION DU CONSEIL GÉNÉRAL

Quelques enseignements et réflexions

Quelles leçons tirer de cette session du Conseil Général ? La première, c'est que finalement un Conseil Général

ne tient une aussi longue session. C'est vrai que les dossiers à examiner étaient fort nombreux et que quand il s'agit de débattre d'un budget qui dépasse le milliard, il serait scandaleux que cela se passe à la sauvette.

Mais c'est moins, sans doute, le souci de la droite de discuter à fond des dossiers qui a prévalu, que la proximité d'un important scrutin électoral.

En effet, et cela se sentait bien dans les propos tenus par les soutiens de la droite, « publique » que dans les couloirs de la cour des comptes, l'importance de ce scrutin n'est pas sans répercussion sur cette assemblée départementale.

On vit ainsi la droite se lancer dans de véritables grandes manœuvres pour tenter de faire oublier le caractère désastreux pour le pays et notre département de la politique qu'elle met en œuvre. Rien de surprenant, cette politique a conduit à une situation économique des plus difficiles, au chômage (total et partiel), à de nombreuses fermetures d'entreprises. Et cette situation est en partie pire sans la lutte acharnée des travailleurs, de la CGT, du P.C.F.

Alors chacun à droite essaie de se soustraire au verdict populaire et tente de se dédouaner.

La droite tente à elle toute la couverture au grand dam du P.S. partagé entre sa volonté fondamentale de consensus et la pression populaire (ce qui explique une démarche de « danseuse »).

Si la situation n'était si dramatique, on serait tenté de sourire à les voir ainsi se disputer les mérites de la possible création de la SNECAM.

Ainsi à entendre Bernard LEGRAND, « ce serait lui ». Mais le lendemain, le Baron GUICHARD revendique la paternité et se prévaut du « lettre du délégué à l'aménagement du territoire. Le surlendemain, c'est au tour du socialiste EVIN

(qui n'y est strictement pour rien) de déclarer « c'est moi » en utilisant, faute de tribune départementale, celle du Conseil Municipal de Saint-Nazaire avec le relais complaisant d'Ouest-France.

Pour nous, communistes, c'est la lutte des travailleurs qui contrainent le pouvoir à lâcher et nous nous gardons bien de réagir en supportant d'un match de ballon. Car si en effet, nous sommes satisfaits quand sur la pelouse nos joueurs l'emportent sur les verts, en matière de développement économique et de création d'emploi, aussi bien dans la Loire que dans la Loire-Atlantique des succès sont à arracher, les travailleurs en ont le plus urgent besoin.

Autre image de cette valse. Hésitation sur les problèmes économiques. On a vu le socialiste G. OUAUD intervenir pour appuyer bruyamment — hormis quelques points de détails — le rapport présenté par la majorité, rappeler la position du P.S. sur l'Encre et se féliciter de l'étude faite par le Conseil Général en matière d'énergie sur l'utilisation... des déjections d'animaux.

Au ras des pâquerettes, GOURUD en plein prolongement de la démarche qui le conduisit aux côtés de COSSE-BRISSA, eut avec les patriotes Sud-Coréens contre les hommes du pouvoir. Nous nous félicitons d'ailleurs aujourd'hui que cette lutte ait contribué à ce que KING DAE JUNG soit gracié.

De Nouvelle Illustration de double langage encore avec le débat au cours duquel nos camarades Michel MOREAU et Jean-Louis LE CORRE interviennent sur les problèmes d'industri-

suivez le special BLANC 81

RABAIS SERIEUX 10% Point vert 20% Point rouge 30%

QUALITES PRIX HONNETES
Tisserand breton
22 allée d'Orléans 44-48.42.80
(pres tour Bretagne Cours des 50 Otages)

PRESIDENT DU GROUPE COMMUNISTE A L'ASSEMBLEE, MEMBRE DU COMITE CENTRAL

Robert Ballanger est mort

La nouvelle du décès brutal de Robert Ballanger a été accueillie avec une profonde émotion dans notre département. Les camarades s'inclinent respectueusement devant la mémoire de ce dirigeant ouvrier qui a consacré sa vie au combat contre les injustices, pour la paix et l'indépendance nationale, pour le socialisme.

Originaire de Nantes, le Président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale gardait dans notre région des liens d'amitié, tissés parfois au travers d'épreuves difficiles où il assumait de grandes responsabilités. Participant dès août 49 aux premiers groupes de résistance à Nantes, il devait rester toute sa vie le militant, le dirigeant communiste au service du peuple et de son pays.

Nombreux étaient les travailleurs de notre région à s'adresser à Robert Ballanger, convaincus de trouver en lui un défenseur vigoureux et intranquille.

La Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F. s'associera à l'hommage national rendu à Robert Ballanger lors de ses obsèques auxquelles une délégation de notre département participera.



Message de G. MARCHAIS

J'apprends la disparition brutale de Robert Ballanger. J'en suis profondément affligé. Avez Robert Ballanger, c'est un dirigeant de notre parti, membre de son Comité central depuis trente-six ans, qui vient de nous quitter. Il était de ces militants qui ont été témoins et acteurs des grandes dates de notre histoire, notamment de la résistance à l'occupant nazi, période durant laquelle il assumait de lourdes et courageuses responsabilités nationales au Parti communiste clandestin et aux F.I.P.

Robert Ballanger, qui fut aussi maire de la grande cité ouvrière d'Aulnay, était une grande figure parlementaire. Député depuis trente-cinq ans, il présidait le groupe communiste à l'Assemblée nationale depuis dix-huit années. A ce titre, il était devenu une personnalité nationale respectée, un orateur écouté de l'Assemblée. Ses camarades se souviendront de son goût du débat, de sa sensibilité à la vie populaire, de sa démarche souriante.

A sa famille si éprouvée, à ses proches, j'adresse en mon nom personnel et au nom de tous les communistes, mes très vives condoléances.

Georges MARCHAIS

IL Y A 40 ANS...

Le décès de R. Ballanger a soulevé une grande émotion parmi les travailleurs. De très nombreux messages ont rendu hommage à l'homme au dirigeant communiste, à l'élu irremplaçable. Une fois n'est pas coutume, la presse s'est dans l'ensemble attachée à relater ces sentiments.

• Ouest-France • pourtant à cru bon de se livrer à une

calomnie anti-communiste. Sous la plume de P. Le Marc et dans un autre article du 27 janvier, ce journal tente d'accréditer l'idée que l'action développée par notre camarade en 1940 le fut en opposition avec la direction du P.C.F. Dans sa volonté de salir, • Ouest-France • va

(suite page 2)

Pourquoi, face au comportement d'E. Maire, s'adresser particulièrement aux travailleurs C.F.D.T. ?

par Claude POPEREN, Membre du Bureau Politique du PCF

Dans la grande bataille engagée pour sortir le pays de la crise et aller au changement il est de la responsabilité des Communistes de rassembler le 26 avril sur le nom de Georges Marchais, le candidat anti-Giscard, des millions de suffrages de travailleurs dont Georges Marchais est le seul candidat possible.

« Nous sommes 700 000 candidats », nous avons un seul adversaire : Valéry Giscard d'Estaing. Cela souligne la priorité des efforts pour toutes les organisations du Parti, sections et cellules quel que soit le champ de leur activité, vers les entreprises ; celles où le Parti est organisé, celles où nos militants ont l'habitude de distribuer régulièrement tracts et journaux, celles aussi où nous n'allons que rarement, voire jamais, en particulier des P.M.E. Les travailleurs y sont bien souvent les plus exploités, subissant brimades et sanctions, conditions de travail qui relèvent parfois presque du Moyen-Age. Les patrons qui vivent bien, eux, font appel au blocage des salaires, à la remise en cause de maigres avantages sous le prétexte que « la crise est là », « qu'ils ont des difficultés », et que « tout le monde (travailleurs et patron) est sur le même bateau ».

Les 131 propositions contenues dans le plan de lutte du candidat et du Parti, marquées de l'empreinte de positions conformes à l'intérêt des travailleurs et à l'intérêt national correspondent à cette démarche prioritaire vers la classe ouvrière, vers les travailleurs, vers tous ceux qui, créateurs d'immenses richesses, connaissent pourtant une vie particulièrement dure.

C'est parce que notre démarche est tournée d'abord vers la classe ouvrière et qu'elle repose sur des posi-

tions de classe, qu'il nous semble nécessaire de bien faire connaître notre position sur le comportement actuel de la direction confédérale C.F.D.T., sur ses orientations.

Nous n'avons pas le droit de laisser dans notre département, dans l'Ouest en général, des dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses s'interroger sur le comportement de la C.F.D.T. sans donner notre avis. Celle-ci, qui ne se gêne pas pour distribuer conseils, satisfecits ou critiques à tout le monde, le comprendra fort bien. Nous aiderons ainsi des travailleurs C.F.D.T. à y voir clair quand leur organisation tente de rouler pour le P.S., qu'elle pratique le recadrage et l'anticommunisme.

C'est le seul objectif de cette série d'articles dans « Les Nouvelles de Loire-Atlantique ».

Son attitude en Loire-Atlantique et Pays de Loire, comme partout, est en effet préoccupante.

Le recadrage qu'elle pratique n'est pas sans poser des questions, à un point tel que E. Maire voudrait bien faire disparaître le terme, pour lui substituer celui de « resyndicalisation ».

Le recadrage signifie en effet se « remettre au centre », et cela alors que la prétention de V.G.E. est de « gouverner au centre ».

Quelle que soit l'étiquette utilisée par la C.F.D.T. l'objectif est clair : partir de l'existence de la crise (dont les Communistes ont été les seuls à mettre à nu

(suite page 4)

Chaque jour compte, l'élection présidentielle est là. Engager le débat sur l'enjeu de celle-ci ne peut attendre, des milliers de travailleurs ont besoin de connaître les explications, les positions et propositions des communistes et de leur candidat.

Engager une grande campagne de masse, organiser l'action en se saisissant des propositions du plan de lutte du candidat communiste, implique de discuter de son engagement personnel avec chaque communiste.

Pour qu'il devienne lui-même un candidat anti-Giscard, un candidat

REMISE DES CARTES :

CHAQUE JOUR COMPTE

du changement, la première des conditions, celle qui détermine tout le reste, c'est donc de lui remettre très vite sa carte 81.

Des résultats encourageants montrent nos possibilités. Des cellules dépassent leurs effectifs

de fin 80, ainsi celles de la Halvêque à Nantes-Est, des Tabacs à Carquefou, la Fraix à Rezé, du Cellier... celles de Dubignon les approchent de près. Ou encore des sections prennent un bon rythme, Saint-Nazaire, Rezé, la S.N.I.A.

St-Nazaire atteignent au dépassant 65 %, l'Alsthom, Saint-Sébastien, la Basse-Loire 50 %...

Mais la bataille que nous engageons, nous fait obligation d'accroître la cadence et partout, de multiplier les initiatives de place-

ment de la carte et de renforcement, sans attendre l'assemblée populaire.

D'ailleurs sans ces initiatives la préparant, celle-ci ne pourrait pas prendre sa dimension de rassemblement à l'usine ou dans la cité, de tous les travailleurs et des familles populaires qui, avec les communistes, veulent tout faire pour le succès du changement avec G. Marchais.

Joël BUSSON, Secrétaire fédéral à l'Organisation.

SOUSCRIPTION NATIONALE "PRÉSIDENTIELLE"

SECTIONS	CELLULES	Versement des cellules		Souscription sur liste		TOTAL Section	
		Déjà publié	A nouveau	Déjà publié	A nouveau		
P.T.T.	Jaurès Robespierre-Audin Duclos Avance Section	1.000,00 F	400,00 F 600,00 F 200,00 F 800,00 F	58,00 F		2.000,00 F	
Alsthom-Atlantique	Mensuels	1.000,00 F	200,00 F			1.258,00 F	
A.C.B. Dubigeon		400,00 F				400,00 F	
S.N.C.F. Nantes	Duclos Rossi		200,00 F 200,00 F			800,00 F	
SNIA Bougenais		800,00 F				800,00 F	
SNIA Saint-Nazaire		800,00 F				800,00 F	
Basse-Loire	Semard Timbaud Duclos Billoux Tréfilmetaux M. Paul Collet Kerivel Cachin Néruda Frachon Thorez Eluard Kanspa	1.300,00 F	200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F				4.100,00 F
La Baule		1.050,00 F				1.050,00 F	
Bougenais		800,00 F				800,00 F	
Brière		3.000,00 F				3.000,00 F	
Carquefou	Néruda		200,00 F			200,00 F	
Chantenay	L'Hermitte Néruda M. P. Vilpoux	200,00 F	200,00 F 200,00 F			700,00 F	
Châteaubriant	Enseignants	1.800,00 F	120,00 F		92,00 F	1.920,00 F	
Don Villaine	Guéméné	200,00 F	475,00 F			675,00 F	
La Montagne	G. Péri	200,00 F	200,00 F			400,00 F	
Nantes-Est	1.800,00 F						
Nantes-Nord	Casanova Jego Legoff Y. Cotonnac	1.800,00 F	200,00 F 200,00 F	100,00 F		2.300,00 F	
	Hervé Ténine Langevin Le Palh Printemps 71 R.G. Gastou Timbaud Section CDH de la Guy Moquet Jeanine Trouillard (2 vers.) Dominique Martin Sur liste par la cellule G. Moquet		200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 640,00 F 400,00 F			100,00 F 600,00 F	7.868,00 F
Sur liste par section							
Nantes-Sud	L. Michel (2 versement) Néruda Soloman	400,00 F	200,00 F 400,00 F 300,00 F			1.300,00 F	
Saint-Pazanne		200,00 F				200,00 F	
Rezé		1.600,00 F				1.600,00 F	
Saint-Brévin		700,00 F				700,00 F	
Saint-Herblain	St-Père-en-Retz		200,00 F			900,00 F	
Saint-Nazaire		800,00 F				800,00 F	
	Langevin (2 versement) Chemists Dockers (2 versement) Langevin Ho Chi Minh Eluard AC Godeau Ténine St-Marc Ténine (2 versement) Richarderie Tour du Commerce Pleissance Kerledé	3.640,00 F	600,00 F 500,00 F 300,00 F 400,00 F	500,00 F		450,00 F	8.340,00 F
Saint-Sébastien	BN - Grimaud J. Curat Braud Bouvier M. Le Nahelac	430,00 F	200,00 F 200,00 F 100,00 F 200,00 F		50,00 F		1.180,00 F
Val de Loire	Davis (2 versement) Section Ancenis (2 versement)	1.000,00 F	200,00 F 200,00 F 500,00 F				1.900,00 F
Vallée de l'Érdre	Nant-sur-Erdre Abbratzet	300,00 F	200,00 F 100,00 F			600,00 F	
Fédération	M. et Mme Gilles Gravoille M. Louis Chiquier M. René Guichet Jean-Paul Yves Le Callo			1.240,00 F		1.000,00 F 50,00 F 35,00 F 200,00 F 1.000,00 F	1.525,00 F
Bons de soutien Fête de Nantes		24.620,00 F	16.985,00 F	2.948,00 F		5.463,00 F	49.416,00 F 48.050,00 F
							Au 26-1-81 .. 97.466,00 F

GUILLOUARD PEUT ET DOIT VIVRE

Après les 135 licenciements prononcés chez Brissonnau en 1979, après la liquidation de la Nantaise de Fondrière en juillet 1980, ce sont les établissements Guillouard qui ont été fermés sur décision du Tribunal de Commerce de Nantes. 473

travailleurs, en majorité des femmes, sont ainsi jetés sur le carreau. La décision prise par le Tribunal de Commerce ne doit rien à la fatalité. La liquidation de Guillouard fait partie du plan de démentement de la métallurgie nantaise poursuivi par le patronat. C'est ce qu'a confirmé par exemple le patron des patrons nantais G. Bouyer, en déclarant que Guillouard était l'exemple même de l'entreprise condamnée. Il faut savoir » ne



Au premier rang dans la lutte, le 27 à l'appel de la CGT, les travailleurs de Guillouard.

Pourquoi, face au comportement d'Edmond Maire, s'adresser particulièrement aux travailleurs C.F.D.T. ?

(suite de la 1^{re} page)
les mécanismes il y a une dizaine d'années) et refusant de mener la lutte pour en sortir, la C.F.D.T. s'installe dans celles-ci, cherche des solutions dans ce contexte et pratique le compromis avant que toutes les possibilités qu'offre l'action soient explorées, que celle-ci soit menée à son terme. C'est cela le recentrage.

La signature d'un accord au rabais dans la métallurgie de Loire-Atlantique illustre cette démarche, tout comme : la signature de la convention baptisée « sociale » dans la sidérurgie qui a entraîné 20.000 suppressions d'emplois, l'accord entraînant la réduction des effectifs sur les chaudières de Boulogne-sur-Mer, l'étrange comportement de la direction Confédérale C.F.D.T. en juin-juillet à propos de la réduction du temps de travail ou le refus de mener l'action pour la défense d'un militant C.G.T., pompier à Saint-Malo et licencié par le maire socialiste.

Le soutien de la C.F.D.T. à la politique de la Communauté Européenne relève aussi de ce fameux recentrage. E. Maire dans son rapport au Conseil National des 29-30-31 octobre dernier déclare : « Nos camarades de la pêche maritime comme ceux de la sidérurgie ont l'expérience concrète de la nécessité d'une approche européenne des problèmes ». Voilà qui est inquiétant pour les travailleurs de l'automobile quand la C.F.D.T. parle aussi de solutions européennes.

Le rapport de J. Moreau en janvier 1978, secrétaire de la C.F.D.T. à l'époque, élu député socialiste à la C.E.E. depuis, fut le point de départ de la politique de recentrage.

Il n'est pas inutile de rappeler que cet épisode se situe quatre mois après l'abandon par le Parti socialiste

liste du Programme commun de gouvernement et de sa rupture de l'Union de la gauche qui devait amener à la décade de mars 1978.

La C.F.D.T. qui n'a jamais soutenu le Programme commun de gouvernement, mais l'a plutôt combattu, apportait ainsi son soutien aux positions socialistes.

Tout cela ne l'empêche pas de tenter de nous faire porter la responsabilité de l'échec et de participer ainsi à la campagne anticommuniste.

« L'historio dira » pour reprendre une formule de E. Maire, si c'est la C.F.D.T. qui s'est aligné sur le P.S., ou si c'est elle qui a fait pression sur le P.S. ; à moins que tout cela n'ait été concerté ! Une seule chose est incontestable, la coïncidence des prises de position de la C.F.D.T. et du P.S.

Le Congrès de Brest, en mai 1979, officialisait le recentrage, et le discours d'E. Maire le 4 septembre 1980, à Nantes, passait à un nouveau stade de l'agression contre la CGT, et le P.C.F.

Le recentrage n'est pas autre chose qu'une variante du réformisme. C'est-à-dire une démarche politique classique dans notre pays, dans notre région en particulier. L'expression de la capitulation devant l'adversaire, il s'accompagne en général d'un langage « de gauche », voire gauchisant, dans lequel « la phrase » et le verbe « tiennent une grande place, et bien entendu aussi de déclarations se réclamant de « l'Union ».

Cette attitude de la C.F.D.T. lui a apporté, il faut bien le reconnaître, des résultats, d'autant plus que nous n'avons sans doute pas assez prêté attention au fait que son apparent ralliement à des positions de classe cachait la réalité, à savoir qu'elle n'avait pas totalement rompu avec ses pratiques de toujours de collaboration de classe.

A suivre

CONFLIT DES ÉCHAFFAUDEURS :

La direction d'Alsthom-Atlantique est sur la défensive

est primordial dans le domaine de la sécurité, ils veulent des conditions et un niveau de vie en conséquence. Ils ont raison. Il est inadmissible en effet de voir ces

travailleurs gravir dans la plupart des cas un ou deux échelons seulement d'une toute une carrière. Ils veulent aussi deux douches par semaine et un juste paie

ment des primes. En définitive c'est vrai que les patrons sont sur la défensive, ils craignent l'extension de ce conflit et toute leur tactique consiste à tenter de détourner l'ensemble des travailleurs des revendications déposées et des problèmes auxquels ils sont confrontés.



Manifestation de soutien aux échafaudiers de la « Navale » d'Alsthom-Atlantique devant le tribunal de Saint-Nazaire.

Mais ils déjoueront les pièges et dès mardi à l'appel de la CGT ils cessent à nouveau le travail car ils savent qu'Alsthom - Atlantique peut payer.

C.G.E.

PROFITS : + 54 %

La CGE vient d'acheter des actions et possède maintenant 65 % du capital de l'Alsthom-Atlantique (31,5 % en 1976).

La marge brute d'autofinancement (profit) sera de 200 milliards AF en 1980 contre 130 en 1979 soit + 54 %.

Et dit-il cette hausse plus forte que prévue est due notamment à la prise de contrôle de l'Alsthom-Atlantique.

Après cela le PS nous parlera encore d'échec du pouvoir et les patrons nous diront qu'ils ne peuvent pas payer.

WATERMAN

Mme Comez, la "dégraissageuse", veut que les travailleurs se serrent la ceinture

Mme Comez vient de décider de mettre en chômage technique pour 14 à 20 semaines les travailleurs et les responsables de l'entreprise Waterman en réduisant à 32 heures hebdomadaires la durée du travail avec bien entendu diminution de salaires en conséquence.

Le prétexte invoqué, celui de la difficulté d'écouler les stylos en or, met en évidence la responsabilité écrasante de la direction de l'entreprise quand on sait que ce choix délibéré d'une activité orientée vers le haut de gamme, a été fait sans tenir compte des propositions de la C.G.T. qui préconisait une production « bas de gamme » orientée vers la consommation populaire et moins susceptible

d'être touchée par des fluctuations liées notamment au prix de l'or sur un marché éminemment spéculatif.

Mais le marché populaire, Giscard et ses complices du C.N.P.F. préfèrent le laisser aux Japonais avec l'invasion des feutres Stypan et autres Ball-pentel.

La comme ailleurs, il s'agit de se battre pour produire français, alors que Giscard, l'homme lige du C.N.P.F., s'est attaqué en permanence au pouvoir d'achat populaire, a facilité les exportations de capitaux à l'étranger et voudrait favoriser maintenant l'importation de capitaux japonais notamment en Loire-Atlantique où on a vu seuls les conseillers généraux communistes protester (J.-L. Le Corre et

M. Moreau) à la séance de janvier 1981.

Sitôt informés, les élus communistes de St-Herblain se sont rendus sur place et ont assuré les travailleurs de leur soutien actif.

Ils ont souligné « qu'ils considèrent que les travailleurs de l'entreprise n'ont pas à subir les conséquences d'un choix qui a été fait par dessus leur tête, et que les profits réalisés à partir de la spéculation sur 140 kg d'or qui ne sont pas écoulés dans l'année, doivent permettre de ne pas toucher aux salaires. »

Avec Georges Marchais, les travailleurs de chez Waterman ont bien raison de dire : LAUSTÉRITÉ : OUI pour Mme Comez et les siens.

en bref - en bref - en bref

● **Débrayage chez TRICO SA à Nantes**, la semaine passée au personnel manifestait contre les nouvelles méthodes imposées par la direction dans les ateliers de fabrication. Là encore, pouvoir d'achat et avantages acquis par la lutte des travailleurs sont remis en cause.

● **Un employeur porte plainte contre un salarié pour témoignage** : Dans la région nantaise, les employeurs multiplient les plaintes contre leurs salariés, sous prétexte de faire appel à la justice.

Justicé de nombreuses plaintes étaient enregistrées pour « atteinte à la liberté du travail » - « séquestration », etc. Aujourd'hui, M. Hoffmann porte plainte pour « faux témoignage contre l'un de ses salariés, délégué C.G.T., qui a dit la vérité, suite à un accident du travail grave ».

Il prétend lui aussi que la justice tranchera.

Le syndicat C.G.T., porte-parole de l'ensemble du per-

sonnel, condamne l'attitude de M. Hoffmann qui traîne devant les tribunaux, comme un malfaiteur, un salarié qui a été élu par l'ensemble du personnel et qui défend celui-ci.

Le juge d'instruction de St-Nazaire a convoqué ce salarié le 21-1-81 pour l'entendre sur les faits.

Les travailleurs de l'entreprise, avec leur syndicat CGT, entendent y exprimer leur désaccord à l'égard de leur direction.

● **A l'INSEE à Nantes**, la semaine dernière, les dactylos du « Laboratoire des statistiques » étaient à leur troisième semaine de grève pour s'opposer aux conditions de travail qui leur sont imposées. Elles ont reçu le soutien de la section Nantes-Sud du P.C.F. et des élus communistes de Nantes.

● **Nantes à Brest - Confection**, dans ses ateliers de Brest vient de décider de licencier 27 de ses 37 salariés. La survie de l'entreprise est posée.